

J'espère aussi qu'à la suite de la visite du ministre et des effets qu'elle pourra avoir, nous pourrions compter sur une meilleure collaboration entre les signataires de l'Arrangement international sur les céréales que celle que nous avons eue jusqu'à présent.

[Français]

M. Gérard Laprise (Abitibi): Monsieur l'Orateur, je ne ferai qu'une brève observation à la suite de la déclaration que vient de faire l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

J'ai écouté avec attention les impressions qu'il nous a communiquées sur son voyage, et j'espère que les rencontres auxquelles il a participé permettront d'améliorer nos relations avec les pays qu'il a visités. Cependant, je suis inquiet au sujet d'une nouvelle qui nous est parvenue au cours de son voyage, à laquelle le ministre n'a pas fait allusion au cours de sa déclaration, et qui avait trait aux négociations en vue de reconnaître la Chine communiste.

Le ministre aurait déclaré en Allemagne que, advenant la reconnaissance de la Chine communiste, les représentants de Taïwan au Canada seraient invités à se retirer. J'espère qu'il ne donnera pas suite à cette déclaration et qu'il trouvera un moyen, s'il est nécessaire de reconnaître la Chine communiste, de continuer à entretenir des relations amicales avec les représentants de la Chine libre.

• (2.20 p.m.)

QUESTIONS ORALES

LA FISCALITÉ

LE LIVRE BLANC SUR LA RÉFORME—DEMANDE
D'ANNONCE DES MODIFICATIONS

[Traduction]

L'hon. George Hees (Prince Edward-Has-tings): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le premier ministre. Comme les présidents de nos plus importantes sociétés de pétrole et de minerai de fer ont déclaré récemment que, advenant l'adoption des propositions du Livre blanc, des projets évalués à des centaines de millions de dollars ne seraient pas rentables et devraient être abandonnés, et comme le ministre des Finances a annoncé son intention de modifier le Livre blanc avant qu'il ne devienne loi, le gouvernement dira-t-il sans délai à la nation quels sont les changements projetés avant que nous ne perdions ces projets majeurs à cause de l'incertitude qui règne aujourd'hui?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je crains de ne pouvoir fixer de date,

mais je donne de nouveau l'assurance que le Livre blanc est un projet lancé pour être discuté. Quand nous aurons entendu les opinions des divers secteurs de la population, nous présenterons évidemment un projet de loi indiquant la position définitive du gouvernement sur toutes ces questions. Entre-temps, outre notre engagement d'examiner à fond toutes les instances, je ne peux pas dire pour le moment si nous ferons une deuxième édition du Livre blanc. Cela ne me semble pas opportun pour le moment.

L'ÉNERGIE

LES ENTRETIENS AVEC LE GOUVERNEMENT
DES É.-U. QUANT À LA SUBSTITUTION DE
TARIFS AU CONTINGEMENT DES IMPORTA-
TIONS DE PÉTROLE CANADIEN

L'hon. George Hees (Prince Edward-Has-tings): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Le ministre peut-il renseigner la Chambre au sujet des entretiens qu'il a eus avec le secrétaire au Travail, M. George Shultz, président du groupe d'étude sur les importations de pétrole, concernant le sujet dont il a traité hier en déclarant que les États-Unis aimeraient discuter de l'importation libre du pétrole canadien sur les marchés américains et de la substitution de tarifs au contingentement.

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je n'ai eu aucun entretien particulier avec M. Shultz à ce sujet, mais j'ai eu plutôt cette année des entretiens avec le secrétaire à l'Intérieur, M. Hickel, alors que je lui ai exposé la position du Canada, savoir que les deux pays y gagneraient au libre échange du pétrole brut.

L'hon. M. Hees: Puisque le secrétaire Shultz a déclaré que les États-Unis désirent discuter de ce sujet avec le gouvernement canadien, le ministre accepterait-il d'entrer en rapport avec lui dès que possible afin de savoir ce qu'il a en tête?

Le très hon. M. Trudeau: Le chapeau à la main?

L'hon. M. Greene: Monsieur l'Orateur, dès le début de mars de l'année dernière, le président et le premier ministre ont entamé des discussions en ce sens, et je suis persuadé qu'elles reprendront le moment venu à l'avantage du Canada et, particulièrement, des producteurs canadiens de pétrole.